



Cahier des clauses techniques particulières

Procédure SG-SAD3-004-25

Lot 2 : Base de données d'articles de presse

Table des matières

1 -	Objet du marché	2
2 -	Définition de la prestation	2
2.1 -	Nature de la prestation	2
2.2 -	Étendue de la prestation	2
2.3 -	Prix des prestations	2
2.4 -	Délais et horaires	2
3 -	Exécution de la prestation	2
3.1 -	Recherche d'articles et fonctionnement de la base de données	2
3.2 -	Les articles	3
3.3 -	Alertes à partir de la base de données	3
4 -	Services spécifiques	3
4.1 -	Formation	3
4.2 -	Service d'assistance	3
4.3 -	Continuité de la prestation	4
5 -	Éléments techniques	4
5.1 -	Compatibilité	4
5.2 -	Sécurité	5
6 -	Plan d'amélioration continue	5
6.1 -	Principe d'un partenariat et du plan d'amélioration continue	5
6.2 -	La revue annuelle relative au plan d'amélioration continue	5
6.3 -	L'amélioration continue des performances environnementales	5
6.4 -	L'amélioration continue des performances sociales	6
6.5 -	L'amélioration de la performance en matière d'innovation	6

1 - Objet du marché

Le présent lot porte sur la mise à disposition d'une base de données d'articles issus de la presse française, papier et Internet (pure-players et sites web de la presse et des médias audiovisuels) aux directions des pôles du ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation et du ministère de la Transition Écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche.

2 - Définition de la prestation

2.1 - Nature de la prestation

Le titulaire s'engage à mettre à disposition des pôles du ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation et du ministère de la Transition Écologie la base de données d'articles issus de la presse française la plus large possible, tant en termes de supports papier et Internet (pure-players et sites web de la presse et des médias audiovisuels) que d'antériorité.

2.2 - Étendue de la prestation

Le titulaire indiquera, par type de support (PQN, PQR, presse périodique et spécialisée, sites de médias et pure players), la composition de sa base de données ainsi que son antériorité.

2.3 - Prix des prestations

Les prix seront indiqués sur une base mensuelle.

Le candidat indiquera également les tarifs des articles dont il pourrait être amené à gérer les droits en fonction d'accords particuliers avec des éditeurs.

Un lissage trimestriel du nombre d'alertes envoyées sera effectué pour s'assurer que les alertes correspondent à la ligne du BPU et ajuster sous forme de trop perçu ou de facturation complémentaire les droits de rediffusion le cas échéant.

2.4 - Délais et horaires

Le titulaire indiquera les délais d'indexation des différents types de supports dans la base de données à partir de leur publication en ligne/parution dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Il indiquera dans l'annexe 3 de l'acte d'engagement, les délais de pige d'envoi.

3 - Exécution de la prestation

3.1 - Recherche d'articles et fonctionnement de la base de données

La base de données devra être accessible par un accès de type login/mot de passe.

Le moteur de recherche du site extranet devra permettre à minima des recherches par date, auteur et mot clé y compris dans le corps de texte des articles (full text). Il devra permettre à minima un tri des résultats par date, médias, famille de médias, taille de l'article. Il devra permettre de sélectionner un ou plusieurs articles issus de la recherche afin de pouvoir les télécharger au format PDF et générer un « pushmail » permettant le téléchargement complet ou article par article du résultat de la recherche.

Un effort particulier devra être apporté à l'ergonomie et la facilité d'utilisation de la base de données, qui devra permettre une prise en main rapide de l'outil.

Outre ces fonctionnalités, le candidat précisera l'ensemble des possibilités de son Extranet, notamment en termes d'analyses quantitatives et qualitatives d'une sélection d'articles, notamment par le biais de l'intelligence artificielle.

Un système d'alertes d'éventuel dépassement de consommation doit également être mis en place.

3.2 - Les articles

Sur chaque article devra être indiqué :

- le titre de la publication,
- la date de parution,
- le nombre de pages,
- la ou les pages sur lesquelles ils figurent dans la publication,
- le nom du journaliste quand il est mentionné,
- Si l'article n'est pas présenté sous sa forme de publication, format privilégié, un lien doit permettre de visualiser celle-ci.

3.3 - Alertes à partir de la base de données

Cette base de données devra également permettre la mise en place d'alertes qui généreront l'envoi automatique d'un mail à une ou plusieurs adresses aussitôt qu'un nouvel article correspondant à un mot clé précis (personnalité, événement...) est indexé sur la base de données. Ce mail devra indiquer le titre du média, sa date, le nom de l'auteur si mentionné et permettre le téléchargement de l'article complet. Cet envoi devra pouvoir être paramétré en sélectionnant l'ensemble des médias suivis dans la base de données ou une partie seulement de ceux-ci.

Les « pushmails » générés ne devront pas excéder 1 Mo afin de pouvoir être aisément transférés aux destinataires.

Les modifications ou la mise en place d'une alerte, demandées par l'administration seront impérativement mises en œuvre dans les **24 heures** au plus tard de la demande, sans que ces modifications fassent l'objet d'un avenant au présent marché.

Un système d'alertes d'éventuel dépassement de consommation devra également être mis en place.

4 - Services spécifiques

4.1 - Formation

Le titulaire assurera la formation des agents du ministère, appelés à utiliser le site extranet (10 minimum). Il fournira en outre une assistance technique et humaine sur les outils mis à disposition.

4.2 - Service d'assistance

Le titulaire fournit aux services bénéficiaires une assistance durant toute la durée du marché, via un contact dédié et disponible les jours ouvrés, a minima de **07h00 à 20h00** (heure de Paris).

Le prestataire devra en outre pouvoir être joint le week-end et jours fériés, selon des modalités qu'il devra préciser.

Les coordonnées de l'équipe support sont communiquées dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification du marché au titulaire.

Le titulaire est tenu de traiter les demandes de correction, après réception de la notification faite par l'administration à l'assistance technique du titulaire, qui précise dans son offre ses délais de correction des anomalies et de remise en fonction de l'extranet.

4.3 - Continuité de la prestation

La base de données doit être disponible et accessible 7 jours/7 et 24h/24h.

En cas de retard ou de panne empêchant le bon déroulé de la prestation, le titulaire est tenu d'en avvertir les représentants de l'acheteur immédiatement et d'exposer par courriel toutes les mesures conservatoires et correctives qu'il compte mettre en œuvre pour la résolution de l'incident. Il les avertit également du délai de livraison des prestations ou de résolution de l'incident.

Hormis les cas de force majeure, le prestataire s'engage à rétablir, en cas de panne, l'ensemble des fonctionnalités et services demandés par les ministères dans **un délai de 4 heures maximum**.

Le titulaire devra pouvoir appuyer de façon réactive la direction en charge de la communication en cas de situation de crise (catastrophes, attentats, conflits sociaux, ou toute situation perçue par les ministères comme telle), notamment par la mise en place rapide d'alertes dédiées à une situation particulière et par la modification des horaires et des modalités de livraison.

Le prestataire devra indiquer de façon très précise son plan de continuité d'activités et sa capacité à appuyer les ministères dans une situation de ce type. Il devra préciser et indiquer sa capacité à travailler dans une situation dégradée ou de confinement.

La formation aux outils, l'assistance et le dépannage ne sont pas facturés à part. Ils font partie du prix des différentes prestations.

5 - Éléments techniques

5.1 - Compatibilité

Les articles, alertes et extranet devront être compatibles avec les différents navigateurs (Edge, Chrome, Firefox...) et type de messagerie (Outlook, Thunderbird). Ils devront également être lisibles et accessibles sur ordinateur, smartphone et tablette.

Le candidat indiquera en outre si une application pour smartphone indiquant la mise à disposition et permettant l'accès aux alertes existe ou peut être mise en place.

Les outils de gestion du site extranet seront disponibles en mode nomade, c'est à dire qu'il devra être possible de se connecter depuis n'importe quel micro-ordinateur de n'importe quel lieu par le biais d'un lien et d'un Login/mot de passe.

5.2 - Sécurité

Le titulaire devra assurer la sécurité des connexions et des contenus transmis.

Attention : Le titulaire devra en outre s'assurer de la capacité de ses serveurs à héberger des flux de l'importance de ceux évoqués dans le présent cahier des charges tout en permettant des téléchargements rapides ainsi qu'une connexion et un fonctionnement fluide de son site Extranet, plus particulièrement dans la tranche aux heures utiles 7 h – 12 h et **mentionner celles-ci dans son mémoire technique** (cf article 7 du règlement de consultation).

6 - Plan d'amélioration continue

6.1 - Principe d'un partenariat et du plan d'amélioration continue

L'acheteur souhaite instaurer avec son titulaire une relation partenariale forte avec une démarche active, constructive et partagée du bon respect des engagements contractuels. Au-delà des échanges informels au quotidien avec les responsables opérationnels du titulaire, il est prévu d'instaurer un cadre relationnel avec le management de l'entreprise, que ce soit les services experts ou avec le management intermédiaire.

6.2 - La revue annuelle relative au plan d'amélioration continue

L'acheteur et le titulaire se réuniront au moins une fois par an à l'initiative du titulaire.

Cette revue annuelle a pour objet de faire le point sur l'ensemble des exigences des CCAP et CCTP et leur respect par le titulaire.

Seront notamment évoqués les points ci-dessous :

- L'amélioration des performances en matière environnementale ;
- L'amélioration des performances en matière sociale ;
- L'amélioration de la performance en matière d'innovation;
- Les questions ajoutées à l'ordre du jour par l'une ou l'autre des parties ;
- Les questions diverses.

Les réunions, obligatoires, donnent lieu à des relevés de décisions signés. Ces décisions ont vocation à s'appliquer dans le cadre du marché. Dans ce cadre sont discutées les propositions d'amélioration de la prestation.

La communication sur le plan d'amélioration continue est assurée par l'acheteur en liaison avec le titulaire du marché.

6.3 - L'amélioration continue des performances environnementales

Le titulaire est invité à porter à la connaissance de l'acheteur, toute nouvelle évolution/mise à jour/labellisation dont pourrait bénéficier les équipements objet du marché et ce durant toute la période d'exécution de ce dernier, étant entendu que cette amélioration constitue un niveau supérieur d'exigence en matière de performance environnementale par rapport à celle dont bénéficie l'équipement au moment de l'attribution du marché.

Le titulaire est invité à proposer à l'acheteur, tout au long de l'exécution du marché, toute innovation

apportée aux matériels ou évolution des pratiques susceptibles de constituer une progression de la qualité environnementale de son offre (réduction des consommations énergétiques et autres fluides, réduction des émissions des gaz à effet de serre etc.).

6.4 - L'amélioration continue des performances sociales

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser le questionnaire relatif à la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et à la prévention de la discrimination (annexe 2 au règlement de la consultation) chaque année, à la date anniversaire de la notification.

6.5 - L'amélioration de la performance en matière d'innovation

La capacité à innover en permanence dans tous les domaines de la prestation et à faire bénéficier aux ministères des nouvelles tendances et outils est un élément fort. Le développement durable et la maîtrise de l'impact sur l'environnement sont des composantes à intégrer dans la mise en œuvre d'innovation dans le cadre de ce marché.

C'est pourquoi il est demandé au titulaire de fournir une amélioration continue de son offre via un plan d'innovations qu'il présentera lors de la revue annuelle relative au plan d'amélioration continue en décrivant les propositions et les étapes de mise en œuvre de solutions nouvelles dans les domaines, non limitatifs, suivants :

- Solutions numériques novatrices (application, IA,...),
- Mode de services, ressources humaines, communication avec les utilisateurs, ...